



# Les noces d'argent entre la Fifa

MONDIAL 2022

La Fifa a désigné le Qatar car le petit mais richissime Etat du Golfe a parfaitement respecté les règles du jeu de l'organe faitier. Il y a eu le « Qatargate » (copyright « France Football » qui, en 2013, dénonçait ainsi cette litigieuse élection pour la Coupe du monde 2022) parce qu'avant lui, il y a eu le « Fifagate » et la révélation d'un vaste système corruptif dans les couloirs de Zurich.

ROCCO MINELLI

C'est une de ces affaires où la réalité dépasse la fiction, et, pour pouvoir la rendre au mieux, j'ai opté pour une comédie, une satire. » Celui qui s'exprime, c'est le cinéaste argentin Armando Bo. Les « affaires » qu'il évoque, ce sont celles de la Fifa. Football, corruption, dirigeants (inspirés de personnages réels) et droits télé sont les ingrédients de la série qu'il avait tournée (diffusée en 2020) autour du Fifagate (2015).

El *Presidente* raconte l'histoire de ce scandale de corruption à grande échelle, spatiale et temporelle, à partir du récit de Julio Grondona depuis son cercueil, veillé par les principaux dignitaires de la Fifa (le dirigeant est décédé juste après le *Mundial* brésilien, en 2014). Pendant 35 ans, « Don Julio » a été un puissant patron du football sud-américain, et argentin, ainsi que vice-président de l'organe suprême, sous João Havelange (1974-1998) puis Joseph Blatter (1998-2015)... deux gages de morale.

« Je trouvais ce point de vue très intéressant : là où il était, Grondona pouvait raconter son histoire de manière relâchée, pour l'avoir vécue, et sans avoir quoi que ce soit à perdre... »

Havelange, avec ledit Grondona à la manœuvre, avait organisé la Coupe du monde 1978 en Argentine, contre vents et marées, malgré la dictature militaire, ses tortures et ses opposants *desaparecidos*, avérés ou pas, jetés par milliers dans les eaux du Pacifique.

La litigieuse attribution de la Coupe du monde 2022 au Qatar ne constitue donc bien qu'un chapitre supplémentaire dans le grand livre des scandales qui ont secoué le football. Le plus grand, le Fifagate.

## Un coup de filet avec de gros poissons

Fin mai 2015, la terre verte avait tremblé comme jamais avec les coups de boutoir, un coup de filet avec du gros poisson dans les mailles en fait, que la justice américaine avait portés pour s'ouvrir les chambres de l'hôtel Baur au Lac et mettre sous les verrous plusieurs hauts dirigeants de la Fifa. Loretta Lynch, la ministre de la Justice américaine, s'était appuyée sur les informations de l'ancien secrétaire de la Concaaf - la confédération réunissant l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Caraïbes, établie à Miami -, Chuck Blazer. La « gorge profonde » du Département US avait ramené à la surface des pots-de-vin surannés et des commissions d'arrière-boutiques pour un montant de 200 millions de dollars. « Moi, j'ai fait tout ce que j'avais à faire », lâchait Grondona, en route vers le paradis, ou l'enfer, à la vue de ces arrestations, « et ces gars-là vont tout foutre en l'air ». Ce « tout » se rapporte au système corruptif mis en place par la Fifa, et pas par quelques brebis égarées de la bergerie zurichoise.

La procédure du FBI avait d'ailleurs daté ses premières traces au début des années 1990, avant l'ère Blatter, passé par-dessus bord en 2015 à cause des secrets soufflés par Blazer et malgré

toutes les tempêtes qu'il avait bravées, à peine ébloussé, à la barre du vaisseau immatriculé en Suisse. L'enquête menée de l'autre côté de l'Atlantique avait aussi alimenté des soupçons portant sur les attributions de précédents mondiaux, France 1998, dont Michel Platini avait dirigé le comité d'organisation, et Afrique du Sud 2010. Et Platini, on le retrouve, dans le costume de n°1 de l'UEFA cette fois, parmi les convives du président Sarkozy, au dîner discret à l'Élysée, quelques jours (23/11/2010) avant le suffrage pour désigner le pays hôte de la Coupe du monde 2022 (2/2012).

« Rien à voir, j'avais décidé de voter pour l'Etat du Golfe persique avant cette soirée. » Juste une coïncidence, à entendre l'ex-10 des « Bleus ». Comme l'emploi décroché en 2011 par son fils, Laurent, à Doha, etc.

## Les vices de la Fifa

Voilà, avec son lobbying, le Qatar n'a rien inventé : l'accueil d'un mondial, c'est une affaire d'influences. De lobbying, d'enveloppes pour le dire en termes moins élégants mais plus concrets. Cependant, avec son intarissable richesse, ce lopin de terre de moins de 12.000 kilomètres carrés a poussé et montré les vices de la Fifa jusqu'à leur paroxysme. Avec son autoritarisme politique, le Qatar a aussi trahi les préférences de l'institution suisse. Jérôme Valcke, l'ex-bras droit de Sepp Blatter, impliqué dans de multiples magouilles financières et radié pour la cause, la victime sacrificielle pour sauver les apparences de la Fifa, avait eu, *in tempore non suspecto*, cette considération pleine de cynisme : « (...) Un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du monde. (...) Un homme fort (...), c'est plus facile pour nous qu'avec un pays comme l'Allemagne où il faut négocier à plusieurs niveaux. » Des pays moins enclins à s'enfoncer dans la zone grise - le lobbying autrement dit -, délimitée par cette fine ligne entre cadeaux et corruption.

En somme, le Qatar a joué le (sale) jeu de la Fifa en respectant scrupuleusement ses règles. La preuve ? En 2010, après le premier tour de scrutin, le Qatar avait déjà recueilli autant de voix que ses trois adversaires additionnés (l'Australie, Corée du Sud-Japon et les Etats-Unis), et peu importe que 20 des 22 membres du Comité exécutif qui l'avaient élu - dont faisait partie Michel D'Hooghe - aient été inquiétés ou condamnés par la suite.

Si la Fifa et son aréopage fonctionnent à l'argent, Blatter, lui, se nourrit de pouvoir - mais peu importe, ces deux motivations dérivent tôt ou tard vers le clientélisme. Pour durer, Blatter a consenti, çà et là, quelques ouvertures et promesses, inlassablement, de régler « les affaires en famille » quand un des membres de son institution était placé sous une lumière peu nette... Bon prince (absolu), le 1<sup>er</sup> juin 2011, au soir de son quatrième mandat, le « dernier » (sic), Sepp Blatter avait, en conséquence, fait adopter le nouveau mode d'attribution de la Coupe du monde. Depuis lors, cette

responsabilité est confiée au Congrès (211 fédérations) et non plus au Comité exécutif, organe restreint et confidentiel. Le 13 juin 2018, la candidature nord-américaine (Etats-Unis, Canada, Mexique) a ainsi reçu les faveurs pour l'organisation de la World Cup 2026.

## Fonctionnement souterrain

Cette désignation à retardement des Etats-Unis n'a pas prévenu Blatter des foudres de la sphère anglo-saxonne, surtout. Au travers de l'enquête du FBI, après que le président Obama eut spontanément déclaré que « la désignation du Qatar est une grosse erreur », mais aussi sous la plume de journalistes d'investigation britanniques. L'Ecossois Andrew Jennings, fin connaisseur des dessous des affaires de la Fifa, l'avait ainsi décrite : « Sous la direction de João Havelange et celle de Sepp Blatter, celle-ci correspond en tout point à la définition d'un syndicat de crime organisé (Grondona était surnommé *Le Parrain*..., NDLR). L'omerta y règne. Il y a des escrocs d'envergure à la Fifa tandis que les autres regardent et se taisent, profitant de rémunérations et d'allocations exorbitantes. »

Et ni les promesses ni le nouveau casting ne semblent changer ce fonctionnement souterrain. En 2002, Blatter avait annoncé vouloir « rétablir l'ordre à la Fifa », après que son secrétaire général, Michel Zen Ruffinen eut remis un rapport confidentiel au Comité exécutif où le même Blatter avait été décrit comme « nocif » et la Fifa comparée à « une dictature ». A l'autopsie, le Valaisan a même augmenté le volume et la qualité de la corruption installée par Havelange, son père spirituel, rattrapé en 2011 pour des détournements et autres rétrocommissions... Et les commissions, d'éthique celles-là, n'y ont rien fait. Le rapport final de

l'ancien procureur général américain, Michael Garcia, garant de l'indépendance de l'instance, avait été édulcoré et, lui, écoeuré jusqu'à la démission.

A son élection (2016), Gianni Infantino avait également manifesté son intention de « redorer l'image de la Fifa ». Or, celle-ci reste très floue voire opaque, après l'affaire des droits TV (voir par ailleurs), pour laquelle il a plaidé l'ignorance, une échappatoire très blatterienne. Ou encore après ses deux rencontres (en 2018), non consignées dans un procès-verbal, avec le procureur général suisse, Michael Lauber, alors que la Fifa est sous enquête du Ministère public de la Confédération. Pour encore mieux entretenir le doute, l'ex-juriste suisse-italien réside depuis octobre 2021 à Doha... Bref, on n'est pas sorti de l'auberge, enfin de l'hôtel Baur au Lac, même si la Fifa le considère comme un lieu maudit et n'y met plus les pieds depuis la mémorable irruption policière.

Dans leurs « mémoires », forcément sélectifs, autre qualité pour devenir un membre « loyal » de la Fifa, Blatter et Platini, qui s'étaient entendus comme larrons en foire pour régner sur le foot mondial de 1999 à 2015, se sont échangés des surnoms qui décrivent bien l'envers du décor de la Fifa : alliances à géométrie variable, trahisons et plans retors. Le Suisse désigne le Français comme le « Brutus de Nyon » (siège de l'UEFA, NDLR), tandis que le Lorrain décrit son aîné comme le « Machiavel du Valais ». En dernier recours, l'amnésie et le hasard volent au secours de ce petit monde pour faire persister le doute en sa faveur. Ce doute, dans l'affaire du paiement déloyal de Blatter à Platini, survenu neuf ans après le travail concerné et, quelques mois après la désignation du Qatar, qui a incité le Tribunal pénal fédéral de Bellinzona à les acquitter l'un et l'autre en juillet dernier...

**L'émir du Qatar Hamad ben Khalifa al-Thani (à gauche) et son épouse avec Joseph Blatter (à droite) lors de la sélection du Qatar en décembre 2010.**

© IMAGO/ACTIONPLUS.



2 décembre 2010

L'organisation du Mondial 2022 est confiée au Qatar (et celle du Mondial 2018 à la Russie). Quatorze voix contre huit aux Etats-Unis à l'issue du troisième tour.

17 juillet 2012

L'ancien procureur américain Michael Garcia est recruté et nommé président indépendant de la Commission d'instruction de la Commission d'éthique de la Fifa. Il va enquêter sur l'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022.

29 janvier 2013

France-Football publie le « Qatargate ». Aucune preuve directe dans l'enquête, mais une solide convergence de faits très troublants. Parmi ceux-ci, un dîner secret à l'Élysée le 23 novembre 2010, entre, notamment, le président Sarkozy, Platini (n°1 de l'UEFA) et le futur émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani. La reprise du PSG par le fonds souverain du petit Etat - avérée sept mois plus tard - se serait invitée à table en échange de la voix de Platini...

13 novembre 2014

Hans-Joachim Eckert, président de la Chambre de jugement de la Commission d'éthique relève dans le rapport Garcia « des comportements douteux » mais pas de faits de corruption dans le processus d'attribution du Mondial au Qatar.